

Il y a quelques mois, j'ai assisté à la Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest à Calgary, événement unique dans toute l'histoire du Canada. C'était la première fois depuis la Confédération qu'un gouvernement du Canada réunissait la plupart de ses ministres dans une Conférence à laquelle pouvaient assister tous les téléspectateurs de l'Ouest canadien pour discuter des problèmes, des espoirs, des aspirations, des rêves et des difficultés de l'Ouest. Le dernier gouvernement conservateur n'a jamais rien fait de semblable. Je me souviens très bien d'un programme de «Routes vers les ressources» grâce auquel la Colombie-Britannique a obtenu 10 millions de dollars pour construire une route vers le Nord, mais personne ne se souvient de ce qu'il en est advenu depuis.

La Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest a été organisée sur l'initiative du gouvernement fédéral, la première du genre dans toute notre histoire. Parmi les résultats de cette Conférence, citons un accord avec la Colombie-Britannique au sujet de l'expansion du port de Prince-Rupert et des installations ferroviaires du CN et de la société ferroviaire de la Colombie-Britannique dans le nord de cette province. A lui seul, ce programme représente des dépenses de plus de 200 millions de dollars. On s'est également engagé à construire, en Colombie-Britannique, une voie de déviation d'une importance vitale pour faciliter le transport du grain des Prairies vers les marchés et rationaliser l'expédition par rail dans le sud de la Colombie-Britannique. La Conférence a également permis de signaler à la Commission canadienne des transports que certains tarifs-marchandises étaient discriminatoires et on s'est engagé à insister davantage sur ce point comme le demandaient les gouvernements provinciaux.

Dans le discours du trône, il est question de la suppression des anomalies concernant les tarifs de transport dans l'Ouest canadien. Un premier ministre de l'Ouest a déclaré sur le réseau national de télévision hier soir: «Nous sommes profondément déçus car les termes sont trop vagues.» N'importe quel premier ministre sait qu'un discours du trône expose le programme général du gouvernement et que les détails sont fournis par la suite. Ce n'est pas ce genre de critiques insignifiantes qui aidera les Canadiens de l'Ouest.

Lors de la Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest, l'engagement a été pris de créer un comité mixte des transports, où siègeraient des représentants du gouvernement fédéral et des provinces de l'Ouest. Parmi les autres résultats obtenus lors de cette conférence, relevons: l'imposition d'un gel de 18 mois sur les lignes secondaires non protégées; l'entente conclue entre le gouvernement fédéral et les provinces de divulguer toutes les données concernant les tarifs de transport par rail et par camion; l'offre faite à l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba de partager, moitié-moitié les frais de modernisation de leur réseau routier primaire pour qu'il ait la même capacité que celui de la Colombie-Britannique, à l'heure actuelle; l'offre faite à l'Alberta d'instituer un programme d'évaluation des ressources houillères, conjointement financé; un projet d'entente pour l'exploitation minière dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique et dans le nord de la Saskatchewan; l'engagement de décentraliser le ministère de l'Expansion économique régionale, en affectant 70 p. 100 des employés dans les bureaux régionaux et provinciaux et en déléguant, aux bureaux décentralisés, les pouvoirs décisionnels en matière de subventions au développement régional; la décentralisation du ministère de l'Industrie et du Commerce, actuellement en cours; l'engagement de proposer que soit modifiée la loi

[L'honorable M. Perrault.]

sur les banques de façon à permettre à un gouvernement provincial de posséder, dès le début, jusqu'à 25 p. 100 des actions avec voix délibérative d'une nouvelle banque à charte, avec possibilité de réduire ces actions jusqu'à 10 p. 100 après un certain temps.

Compte tenu de ces réalisations, je crains que la plupart des gens qui se disent profondément déçus, et qui prétendent que le gouvernement fédéral ne les comprend toujours pas, poursuivent davantage des objectifs politiques que des objectifs susceptibles d'aider l'Ouest du Canada.

Le discours du trône parle de prêts garantis pour les agriculteurs et les pêcheurs; de modifications qui seront apportées à la loi sur les permis d'exportation et d'importation afin de doter le gouvernement de meilleurs moyens de stabiliser le marché canadien; d'installations portuaires améliorées; de mesures visant à faciliter la stabilisation agricole; de programmes d'aide aux jeunes agriculteurs; de meilleurs services de formation vétérinaire; d'un programme d'assurance de mise en marché du grain canadien; de l'amélioration des possibilités de transport ferroviaire du grain canadien, et ainsi de suite. Je me demande où les critiques veulent en venir lorsqu'ils s'en prennent à l'un des programmes de production les plus constructifs que l'Ouest ait présenté au Parlement du Canada?

● (1530)

Autant je me fais le champion du développement de l'Ouest, autant je soutiens qu'il faut rendre justice au gouvernement pour les remarquables efforts qu'il a faits pour étudier les problèmes et aspirations légitimes de l'Ouest et, si possible, pour trouver des solutions appropriées. Je rejette d'emblée, comme le font la plupart des gens sérieux de l'Ouest, les allégations insensées et manifestement politiques selon lesquelles le gouvernement actuel ne se préoccupe nullement de l'Ouest canadien, non-sens tout à fait absurde dont sont empreints les commentaires qu'on formule de temps à autre dans le pays.

Le fait est que le Canada n'a jamais été un pays facile à gouverner. Il est très difficile de concevoir des programmes qui profiteront également à toutes les parties du pays. Chaque région a éprouvé des problèmes à l'intérieur de la Confédération. A maintes reprises, j'ai pu discuter avec mes bons amis des Maritimes des problèmes que leur pose la Confédération; ils sont très nombreux, et il faut s'y arrêter. Je crois qu'il conviendrait de convoquer une conférence régionale des Maritimes, si elle n'est pas déjà à l'état de projet, du genre de celle que nous avons eue à Calgary il y a quelques mois. Je sympathise vivement avec mes amis des Maritimes.

J'ai voyagé en Ontario, au Québec et au Yukon, et j'ai constaté que personne ne considère la Confédération comme parfaite, mais nous savons très bien qu'il vaut mieux peiner ensemble que de peiner séparément, que la Confédération confère des avantages qui surpassent de beaucoup les problèmes régionaux particuliers. Peut-être que le plus grand miracle a été que le Canada ait vu le jour en dépit de ses contrastes et des divergences d'intérêts de ses régions.

Malgré nos problèmes, il est à peu près certain que le Canada a réalisé plus de progrès au cours de ses 106 années d'existence que n'importe quel pays au monde. Nous l'avons fait en dépit des problèmes régionaux, ceux de l'Ouest, ceux de l'Est et ceux des provinces centrales. Nous avons sûrement réalisé de grandes choses en dépit de ce que d'aucuns considèrent comme des entraves à notre progrès.